

BLOG — POST

02/03/2026

Guillaume Duval,
Conseiller sur l'avenir de l'intégration
européenne, Institut Jacques Delors

10 questions sur la guerre contre l'Iran



La guerre déclenchée par Donald Trump et Benjamin Netanyahu le 28 février dernier contre les mollahs iraniens a abouti dès le premier jour à décapiter le régime avec la mort de l'Ayatollah Khamenei et d'un nombre important d'autres cadres dirigeants. Et il semble aujourd'hui très probable que les forces américaines et israéliennes parviennent à battre les armées iraniennes sur le terrain purement militaire. Mais pour la suite et les conséquences de cette guerre sur les équilibres régionaux et globaux, les questions restent beaucoup plus nombreuses et ouvertes. Examinons-en quelques-unes.

I • Une solution à la vénézuélienne pour l'Iran ?

La première des questions qui se pose est bien sûr celle de savoir ce qu'il pourrait advenir de l'Iran lui-même après que les forces du régime islamique ont été battues. On souligne souvent que jamais aucune opération aérienne n'a suffi à faire tomber un régime autoritaire. Et les mollahs iraniens et leurs affidés des Gardiens de la Révolution ont démontré encore en janvier dernier à quel point ils étaient prêts à tout pour rester au pouvoir. Par ailleurs il ne paraît pas exclu à ce stade que Donald Trump, dont le principal souci n'a jamais été la démocratie et la liberté des peuples, puisse être prêt a priori à accepter une « solution » à la vénézuélienne pour l'Iran avec le maintien d'une dictature issue du régime islamique qui néanmoins céderait aux exigences américano-israéliennes sur le nucléaire et le programme de missiles balistiques du pays.

Les situations iranienne et vénézuélienne diffèrent cependant assez radicalement du fait du fleuve de sang qui sépare le peuple iranien et le régime après cinquante ans d'une répression constamment meurtrière, et encore plus au cours des dernières semaines. La légitimité et l'assise de la République islamique sont aujourd'hui très limitées en Iran. Elle deviendrait probablement nulle si, en plus, des dirigeants issus de ce régime criminel acceptaient de se plier aux desideratas américano-israéliens sur des sujets majeurs de souveraineté pour le pays. La capacité des mollahs à se maintenir au pouvoir d'une façon ou d'une autre, même sans intervention au sol, semble donc aujourd'hui limitée.

II • Une transition pacifique au profit de Reza Pahlavi ?

Si on accepte cette hypothèse, que peut-il se passer en Iran ? L'opposition intérieure iranienne bien que puissante dans les rues et dans les cœurs, reste très faible en termes d'organisation. Une transition pacifique portée par une dynamique interne semble difficilement envisageable à ce stade. Donald Trump et Benjamin Netanyahu pourraient-ils cependant réussir à l'imposer de l'extérieur en la personne en particulier de Reza Pahlavi, le fils du dernier Shah d'Iran, qui bénéficie également d'un certain soutien en Iran même ?

Les obstacles sur la voie d'une telle solution sont nombreux. Tout d'abord il faudrait probablement compter avec une résistance acharnée de la part des éléments survivants du régime islamique qui savent qu'ils risquent leur peau si un tel scénario devait se réaliser. La légitimité interne d'un émigré, ayant vécu l'essentiel de sa vie hors du pays, resterait très limitée au départ. Et même si la grande majorité des Iraniens cherchent à tout prix une solution pour se débarrasser des mollahs, la fraction de la population iranienne qui rêve vraiment d'un retour à l'âge d'or du régime impérial doit être infime.

Pourrait-on cependant rêver d'une transition à l'espagnole pour l'Iran ? Beaucoup d'acteurs régionaux et globaux, nous y reviendrons, n'ont aucun intérêt à l'établissement en Iran d'un régime qui devrait tout à l'Israël de Netanyahu et aux Etats-Unis de Trump et deviendrait leur allié dans la région. Et ils s'emploieront activement à éviter qu'une telle hypothèse se concrétise avec succès.

III • Une guerre civile et l'éclatement du pays ?

Dans ce contexte, une des questions qui se posent est celle d'une guerre civile éventuelle en particulier du fait des tensions ethniques. En quelque sorte un scénario irakien, malgré une intervention au sol, ou libyen, sans intervention au sol. Les situations sont cependant a priori très différentes entre l'Iran, l'Irak et la Libye. Tout d'abord, l'Iran est un très vieux pays, héritier d'un des premiers empires connus, et il n'a quasiment jamais été colonisé contrairement à l'Irak et à la Libye qui ne sont que des créations récentes post-coloniales. Le nationalisme iranien existe, indépendamment du régime des mollahs, et il est profondément ancré dans la population.

L'Iran n'en reste cependant pas moins une mosaïque de peuples dominés qui forment quasiment la moitié de la population à côté des persans proprement dit. Avec notamment les kurdes et les azéris au Nord du pays, les arabes à l'ouest au Khûzistân à la frontière de l'Irak, qui est par ailleurs la région pétrolière principale de l'Iran, et à l'est les Baloutches à la frontière pakistanaise.

Est-ce que l'affaiblissement de l'Etat central iranien qui résulte de l'agression américano-israélienne pourrait mettre en cause la survie même de l'Iran dans ses frontières actuelles ? Cela va dépendre pour une part substantielle du jeu des autres puissances régionales mais ce n'est pas exclu, notamment du côté des kurdes et des azéris d'une part, et des baloutches d'autre part.

C'est surtout du côté de ces derniers que le risque semble le plus immédiat dans la mesure où existe déjà un mouvement nationaliste baloutche assez puissant. Par ailleurs le Pakistan voisin, qui est aujourd'hui en guerre contre les talibans afghans, peut avoir intérêt à affaiblir l'Iran, allié le plus solide de ses ennemis talibans. Quant aux azéris, ils pourraient eux aussi vouloir affaiblir le pays voisin en y alimentant l'irrédentisme azéri, parce que l'Iran est devenu aujourd'hui le principal protecteur de leur ennemi héréditaire, l'Arménie, après le retrait de la Russie de la région. Quant aux kurdes, leurs frères irakiens risquent de trouver l'occasion idéale pour les aider à s'extraire de la domination iranienne et venir agrandir et consolider l'espace qu'ils contrôlent déjà. La capacité à assurer une transition pacifique et ordonnée en Iran semble donc a priori elle aussi très incertaine.

IV • Que veut l'Arabie Saoudite ?

Parmi les acteurs régionaux de poids, il en est un qui jouera à coup sûr un rôle déterminant mais dont les intentions futures restent, à ce stade, incertaines : l'Arabie Saoudite. Ce conflit survient à un moment particulièrement compliqué pour le royaume. Mohammed Ben Salmane (MBS) vient de devoir renoncer à ses rêves grandioses de modernisation du pays avec le fiasco du projet Neom.

Il est aussi engagé dans une quasi guerre avec son frère ennemi Mohammed Ben Zayed (MBZ), le dirigeant des Emirats Arabes Unis, allié privilégié de Donald Trump et de Benyamin Netanyahu, qui s'oppose à lui à la fois au Yémen, au Soudan et en Somalie. Il lui conteste en fait l'hégémonie dans la région. Le conflit actuel, pour peu qu'il dure suffisamment et ne trouve pas rapidement une issue conforme aux vœux de Donald Trump et Benyamin Netanyahu est en mesure de porter un coup très dur à l'économie florissante de Dubai et des Emirats Arabes Unis, comme hub aéroportuaire et havre de paix pour les très riches. Ce qui ne ferait à coup sûr pas une peine excessive à MBS...

MBS a certes été consulté avant les frappes israélo-américaines et les a approuvées semble-t-il. Mais pour la suite, il ne pourrait certainement pas tolérer l'installation à Téhéran d'un régime vassal de Benyamin Netanyahu et de Donald Trump et allié avec MBZ contre lui. Avec le Qatar et la Turquie d'Erdogan, il fera très probablement tout son possible pour qu'une telle éventualité ne se concrétise pas.

V • Netanyahu le grand gagnant ? Oui mais...

Benyamin Netanyahu semble a priori être un des grands gagnants de l'opération, à condition toutefois que les frappes iraniennes ne fassent pas de dégâts trop considérables en Israël. Après le Hamas et le Hezbollah, il détruit en effet une menace potentielle existentielle pour son pays. Et il a réussi à entraîner Donald Trump dans cette aventure, alors que celui-ci l'avait humilié il y a quelques semaines en ne tenant pas compte de son avis à propos de Gaza. Cette action militaire, plébiscitée de longue date par l'opinion israélienne, devrait accroître ses chances de se maintenir au pouvoir. Et elle détourne l'attention de l'opinion internationale de ce qui se passe à Gaza, où il a de nouveau bloqué toute aide humanitaire, et en Cisjordanie, où les palestiniens sont consignés chez eux pendant que les colons continuent leurs exactions.

Le bilan final risque cependant d'être moins favorable. Il dépendra tout d'abord de l'issue de la crise en Iran même. Si la région est durablement déstabilisée et notamment si les alliés privilégiés d'Israël que sont les Emirats Arabes Unis en sortent affaiblis sans qu'un régime allié parvienne à s'établir de façon stable en Iran, l'opération paraîtra sans doute, avec le recul, moins positive pour Israël. D'autant que l'opposition à l'Iran des mollahs était jusque-là un des principaux moteurs qui incitait de nombreux régimes sunnites à se rapprocher des Etats Unis et d'Israël. Une fois ce danger disparu, le jeu risque en réalité de devenir nettement plus difficile pour Israël dans la région.

VI • Pas sûr que Donald Trump réussisse à se tirer du borbier iranien

Quant aux Etats-Unis de Donald Trump, si la guerre engagée contre l'Iran est contraire à toutes ses promesses de campagne de cesser les interventions extérieures lointaines, elle présente cependant l'avantage de l'aider à se dégager des miasmes de l'affaire Epstein en politique intérieure et de relativiser les premières difficultés économiques sérieuses en s'attaquant à un ennemi qu'il ne viendra à personne aux Etats Unis l'idée de défendre. Le ralliement autour du drapeau peut l'aider à consolider le tournant autoritaire qu'il veut imposer à la démocratie américaine en amont des midterms de novembre prochain. Le bilan final dépendra cependant là aussi de la suite des événements.

Dans le cas iranien, Donald Trump s'est manifestement trompé dans son calcul stratégique : selon Steve Witkoff, il était en effet sincèrement persuadé qu'au vu de l'armada qu'il avait rassemblé autour du pays, les Iraniens céderaient à ses conditions sans qu'il ait besoin d'attaquer. Cela n'a pas été le cas et il a dû se décider à aggraver l'Iran s'il ne voulait pas perdre la face.

Jusqu'ici, il s'était plutôt bien sorti de la multiplication des opérations extérieures qu'il avait lancé, comme au Venezuela en janvier ou en juin dernier en Iran, sans que cela n'engage durablement les forces américaines sur le terrain. Mais rien ne dit à ce stade qu'il réussira cette fois à se dégager aussi rapidement du borbier iranien.

VII • Vladimir Poutine à moins à y perdre qu'il ne le semble à priori

Au-delà de la région, il est un acteur qui semble a priori être un des grands perdants de cette guerre : il s'agit de Vladimir Poutine. Après le Venezuela et Cuba, en très fâcheuse posture, il est en train de perdre un allié traditionnel de plus, et un allié important pour lui. Est-ce que cette guerre va l'affaiblir significativement et pourrait l'obliger en particulier à baisser la garde en Ukraine ? Paradoxalement cela semble peu probable.

Tout d'abord, les livraisons d'armes iraniennes et notamment de drones suicides Shahed ont certes apporté une aide décisive à une Russie empêtrée dans la guerre contre l'Ukraine. Mais aujourd'hui ces flux se sont largement taris. La Russie produit désormais elle-même les drones Shahed ou Geran qu'elle utilise contre l'Ukraine. Par ailleurs la multitude de munitions américaines sophistiquées qu'Israël et les Etats-Unis utilisent aujourd'hui contre l'Iran sont autant d'armes qui ne pourront pas être livrées à l'Ukraine. Au contraire, la nécessité pour le Pentagone de reconstituer ses stocks dans les mois qui viennent risque de freiner encore davantage qu'aujourd'hui les livraisons d'armes américaines à l'Ukraine. Enfin les tensions sur le prix et les approvisionnements en pétrole et en gaz qui résultent de ce conflit, et en particulier de la fermeture du détroit d'Ormuz, sont une vraie bénédiction pour Poutine. Elles devraient lui permettre de regonfler son trésor de guerre malgré les sanctions européennes et américaines renforcées.

VIII • Xi Jinping joue gros et va devoir sortir du silence

Si la Russie est moins perdante qu'elle peut le paraître a priori dans cette guerre, il n'en va pas de même de la Chine. Après le Venezuela, elle perd là une nouvelle source privilégiée de pétrole à bas coût, vitale pour une économie très dépendante de ses approvisionnements extérieurs. Par ailleurs cette région du monde est aussi cruciale pour le transit de ses exportations vers l'Europe. Permettre aux Etats Unis et à ses alliés de la contrôler seuls c'est courir un risque géopolitique majeur.

Au-delà de cette dimension économique, la Chine risque aussi de perdre non seulement la face mais aussi du poids géopolitique si elle paraît incapable de venir au secours de ses alliés en difficulté comme c'est le cas, après le Venezuela, de l'Iran des mollahs avec lesquels elle avait pourtant conclu en grande pompe un pacte de coopération stratégique en 2021.

Pour l'instant la Chine a choisi de faire profil bas sur le plan diplomatique face à l'offensive américano-israélienne, mais elle cherchera très probablement à peser de toutes les façons possibles pour empêcher qu'un régime aligné sur les Etats-Unis de Donald Trump ne s'implante durablement en Iran.

IX • Parmi les perdants certains, les Nations Unies et le droit international

Parmi les perdants de cette affaire on doit évidemment compter les Nations Unies et le multilatéralisme. Contrairement à ce qui s'était passé en 2002 en Irak, les Etats-Unis et Israël ont choisi d'attaquer l'Iran sans même faire semblant de chercher la moindre caution du côté du droit international et des Nations Unies. Alors pourtant que Donald Trump lui-même avait encore cédé à ce rituel en faisant approuver son plan de paix pour Gaza par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en novembre dernier.

Est-ce cette fois le clou final planté sur le cercueil du droit international et du multilatéralisme ? On le redoute depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et la multiplication des attaques contre les Nations Unies, ses agences, l'Organisation Mondiale de la Santé, la Cour Pénale Internationale et ses juges... mais cette fois l'oraison funèbre pourrait bien avoir été prononcée à Téhéran.

Cela fait certes de longues années déjà que les Nations Unies se révèlent incapables de résoudre les conflits les plus meurtriers, que ce soit en République démocratique du Congo, en Ethiopie, au Soudan, au Myanmar, à Gaza, en Ukraine ou ailleurs. Mais la reconnaissance en quelque sorte officielle de cette anomie désormais complète à l'occasion de cette guerre fait incontestablement rentrer le monde dans une phase beaucoup plus dangereuse encore.

X • Un désastre pour l'Union Européenne

Enfin, last but not least, parmi les grands perdants de l'affaire il faut bien entendu compter les Européens et l'Union Européenne. La région du Golfe est pourtant essentielle pour nos approvisionnements en gaz et en pétrole ; elle joue un rôle majeur pour le transit des marchandises entre l'Europe et l'Asie ; sa déstabilisation risque d'avoir des répercussions directes pour les Européens en termes de guerre, de terrorisme ou de vagues de migration. Bref elle joue un rôle beaucoup plus important pour nous que pour les Etats Unis. Et pourtant les Européens sont complètement absents dans la crise actuelle comme ils ont été complètement absents depuis le 7 octobre 2023 du règlement de celle de Gaza.

Pourtant, la signature du JCPOA en 2015, l'accord sur le nucléaire iranien que Donald Trump avait ensuite déchiré en 2018, avait été un grand succès de la diplomatie européenne. Nous avons démontré que nous étions des interlocuteurs crédibles, capables d'aider à éviter une confrontation armée dans la région. Mais depuis, en étant incapable en particulier de faire entendre raison à Benyamin Netanyahu et de l'obliger à respecter le droit international à Gaza comme en Cisjordanie, l'Union Européenne a perdu toute crédibilité dans la région en tant que défenseur du multilatéralisme et acteur potentiel d'une négociation équilibrée.

Et dans un monde où seule la force des armes compte désormais, la faiblesse de nos armées nous oblige à nous contenter de regarder les missiles passer en priant pour que la guerre engagée par Donald Trump et Benyamin Netanyahu n'ait pas de conséquences trop négatives pour nous. Le pire serait cependant de s'aligner purement et simplement après coup sur Trump et de Netanyahu et de s'engager à leurs côtés dans cette aventure. Un pas de plus dans la vassalisation qui serait désastreux pour l'Europe et les Européens.